



Administrateurs Judiciaires Associés

SOLVE
ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

SELARL EL BAZE CHARPENTIER
SOLVE ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Maître Hélène Charpentier
41 rue du Four
75006 - Paris

SELARL BCM & ASSOCIES
Maître Eric BAULAND
Immeuble Marina Center Blanchard
97190 Gosier

Par e-mail : caire@solve-aj.fr
: pap@bcm-aj.com

A....., le

V/Réf : COMPANIE AERIENNE INTER REGIONALE EXPRESS SA / CAIRE

Maîtres,

Par jugement en date du 2 août 2023, le Tribunal Mixte de Commerce de Pointe-à-Pitre a ouvert une procédure de liquidation judiciaire avec poursuite d'activité à l'égard de la société **COMPAGNIE AERIENNE INTER REGIONALE EXPRESS** (ci-après la « **Société en LJPA** »), et vous a désignés en qualité de co-Administrateurs judiciaires.

Afin de nous permettre d'apprécier l'opportunité de procéder à la reprise des actifs de la Société en LJPA, dans le cadre des dispositions de l'article L.642-1 et suivants du Code de commerce (la « **Reprise** »), la Société en LJPA et vous-même, en qualité de co-Administrateurs Judiciaires, allez être amenés à nous transmettre ainsi qu'à nos Représentants (tels que définis ci-après) certaines Informations Confidentielles (telles que définies ci-après).

La présente lettre (l'« **Engagement de Confidentialité** ») a pour objet de définir les conditions selon lesquelles notre société ainsi que ses Représentants s'engagent à préserver la confidentialité des Informations Confidentielles.

Pour les besoins de l'Engagement de Confidentialité, sont considérées comme constituant des "**Informations Confidentielles**" toutes informations ayant trait à la Société en LJPA et à son activité, de quelque nature qu'elle soit, que la Société en LJPA (ce qui comprend ses employés, mandataires sociaux et conseils respectifs) et vous-même pourriez nous communiquer par écrit ou verbalement, préalablement ou après la date du présent Engagement de Confidentialité, à notre société et ou à l'un quelconque de ses associés/actionnaires, dirigeants, mandataires sociaux, salariés, conseils (y compris juridiques, comptables ou financiers) ainsi qu'à tout établissement financier envisageant de participer au financement de la Reprise (ensemble, les « **Représentants** »).

Nos engagements au titre de l'Engagement de Confidentialité ne portent pas sur les Informations Confidentielles dont nous pourrions établir qu'elles sont connues du public autrement que du fait d'une divulgation opérée par notre société ou ses Représentants en violation de leurs obligations au titre de l'Engagement de Confidentialité ou de toute autre obligation de confidentialité leur incombant.

Au vu de ce qui est exposé ci-dessus, nous nous engageons, pour nous-mêmes et pour le compte de nos Représentants dont nous nous portons fort, par la signature de l'Engagement de Confidentialité, sans condition, limitation ou restriction aucune, à ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à nos seuls Représentants ayant besoin d'en connaître en vue de la Reprise, et à ne les utiliser qu'aux seules fins d'étudier la Reprise, d'en définir et négocier les modalités. En particulier, nous n'utiliserons pas les Informations Confidentielles, directement ou indirectement, d'une manière qui pourrait causer un préjudice à la Société en LJPA ou à ses Représentants.

Dans l'éventualité où nous ne donnerions pas suite à la Reprise pour quelque raison que ce soit, nous nous engageons à le notifier aux co-Administrateurs judiciaires dans les meilleurs délais.

Nous nous engageons à ne pas approcher, directement ou indirectement, les employés de la Société en LJPA durant un délai de un (1) an à compter de la signature des présentes, sauf accord spécifique du dirigeant de la Société en LJPA et des co-Administrateurs judiciaires, et en particulier en vue de les recruter.

Nous nous engageons également, jusqu'à la date de réalisation de la Reprise ou, à défaut de réalisation de la Reprise par notre société, pendant une période de un (1) an à compter de la date des présentes, à ne pas utiliser et exploiter les Informations Confidentielles afin d'approcher, de solliciter ou d'entrer en relations d'affaires, directement ou indirectement, pour notre compte ou pour le compte d'un tiers, avec tout client, fournisseur, agent, prêteur, concédant, licencié ou toute autre personne dont nous pouvons établir qu'elle est déjà en relation d'affaires à la date de signature des présentes avec la Société en LJPA, ni à ne rien entreprendre qui pourrait affecter négativement les relations entre la Société en LJPA et ses clients, fournisseurs ou autres relations d'affaires.

Nous reconnaissons que ni les co-Administrateurs judiciaires, ni la Société en LJPA, ni aucun de ses Représentants respectifs ne garantissent l'exactitude et le caractère exhaustif des Informations Confidentielles et qu'ils ne pourront en aucun cas être tenus responsables des conséquences de leur utilisation par notre société ou ses Représentants ni des erreurs ou omissions qu'elles pourraient contenir.

Nous prendrons toute disposition nécessaire pour faire respecter par nos Représentants les mêmes obligations que celles qui sont imposées à notre société par l'Accord de Confidentialité et notre société se portera fort du respect des termes de l'Engagement de Confidentialité par ses Représentants, de telle sorte que toute violation de l'Engagement de Confidentialité par ce Représentant sera considérée comme étant le fait de notre société.

Les obligations contenues dans l'Engagement de Confidentialité prendront effet à compter de la date de sa signature et resteront en vigueur jusqu'à la date de réalisation de la Reprise, ou, à défaut de réalisation de la Reprise par notre société, pendant une période de un (1) an, étant entendu qu'elles sont stipulées tant au bénéfice de la Société en LJPA et de ses Représentants que de son éventuel tiers repreneur.

L'Engagement de Confidentialité est expressément soumis au droit français. Tout différend, contentieux, litige ou réclamation, de quelque nature que ce soit, résultant de ou se rattachant à l'Engagement de Confidentialité (ou à toute action entreprise en application de ses dispositions) ou à sa conclusion, sa validité, son interprétation ou son exécution sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris

Veillez agréer, Maîtres, l'expression de nos salutations distinguées.

Société :

Représentée par :

Adresse :

Signature :

Fait à

Le

Merci d'indiquer ci-dessous la liste des personnes (et adresses email) auxquelles il convient d'envoyer un lien d'accès à la data room :